Atelier Politique et société
Compte-rendu de la réunion du 29/10/2026

Après quelques hésitations sur les thèmes choisis : Violences/sécurité/liberté, qui est la genZ ? Qu'attend-elle ? La réunion a porté sur la question du logement avec l'aide de Didier Peny.
Rappel de la crise déclenchée en Espagne par l'évacuation d'une octogénaire de son logement provoquant son décès. Et en France ?
Les gens éprouvent de plus en plus de difficultés pour se loger (cf jeunes couples et étudiants). À cela, 2 raisons principales :
1/le déficit de financement public responsable de centaines de milliers de logements qui n'ont pas été construits.
2/ une question fiscale : abattement de 70% sur les revenus de location, d'où un développement énorme des locations de courte durée (B and B).
De plus bien des municipalités préfèrent payer des amendes plutôt que construire des logements sociaux au risque de changer de majorité politique. Ce qui bloque la mixité sociale. Comment imposer des constructions ? peut-on bloquer l'octroi de nouveaux permis de construire ?
De plus, la loi sur la réquisition des appartements vides n'a jamais été appliquée.
Or la question du logement est totalement absente du débat politique.
Quelques pistes de solutions :

- Les sociétés foncières solidaires (bail de 99 ans) permettent d'accéder à la propriété en ne payant que le coût de la construction mais se développent peu.
- Les formules de location-vente

Remarques
Une famille avec 3 enfants obtient un grand appartement en HLM. Les enfants grandissent, quittent le foyer mais les deux parents, seuls, gardent le même appartement.
Une loi protège les personnes de plus de 65 ans contre un congé sans proposition de relogement. Résultat, les bailleurs hésitent à louer leur bien aux personnes âgées.
Attention à ne pas pousser les gens à s'endetter pour acquérir un logement, souvent loin de leur lieu de travail, qui implique d'autres charges : voitures, gardes prolongées des enfants…
Aujourd'hui en France, le secteur privé investit surtout dans des bureaux. Hier, des assureurs (ex : Generali) ou des personnes privées possédaient des "immeubles de rapport" qu'ils géraient en bons pères de famille. La dérégulation les a poussés à les vendre. Désormais une nouvelle catégorie de propriétaires cherche du rendement et profite d'avantages fiscaux dans une logique spéculative sans freins.
Tous propriétaires ? Le pays le moins touché par la crise du logement est l'Allemagne, nation où la proportion de locataires est la plus importante.
C'est dans les métropoles dont les banlieues immédiates se gentrifient (village olympique à St Denis, proximité du nouveau tribunal à Montreuil) et sur les côtes que la crise est la plus grave. Les plus pauvres sont logés de plus en plus loin.
Conclusion
En tant que citoyens, nous sommes tous concernés. Notre atelier étant au service de la communauté, l'idée est de programmer un débat et peut-être un court-métrage.
Nous pouvons nous appuyer sur plusieurs membres : Jacques Debouverie, Xavier De Lannoy, Philippe Pépin et, comme ce soir, Didier Peny.
À chacun d'arriver la prochaine fois avec une ou des propositions de personnes prêtes à débattre (Maire, responsable du CROUS, personnage politique, sociologue…).
Prochaine réunion : jeudi 26/11 à 14h30